

Conférence de clôture du colloque « France-Brésil en miroir : Reflets et réflexions d' une anthropologie contemporaine.

Des miroirs transnationaux de l'Anthropologie.

Carmen Rial¹

Les organisatrices de ce colloque m'ont suggéré de parler à propos des relations entre les anthropologies pratiquées en France et au Brésil, d'une part, en raison de ma formation. Et d'autre part, d'un point de vue plus politico-institutionnel, de mes activités en tant que présidente de l'Association Brésilienne d'Anthropologie (ABA). Elles ont aussi suggéré de réfléchir sur la situation actuelle de l'anthropologie brésilienne, avec les possibilités et les difficultés (institutionnelles et financières) pour maintenir des échanges entre les deux pays. Large menu pour 40 minutes. Mais, comme l'organisation m'a généreusement libérée avec la phrase finale de « Soyez libre de parler de ce que vous pensez être le plus important. », je m'excuse d'avance pour les possibles absences.

Rassurez-vous, je ne commencerai pas par les singes anthropoïdes. Comme vous savez, Lévi-Strauss a écrit dans le magnifique *Tristes Tropiques* à propos de ses élèves au Brésil que les textes des brésiliens « consistaient, quel qu'en fût le sujet, en une évocation de l'histoire générale de l'humanité depuis les singes anthropoïdes pour s'achever à travers quelques citations de Platon et de Comte... ». La mission française... Fernando Novaes a souligné que le mot *mission*, qui était officiel, est très significatif. « *Le mot mission montre évidemment que nous étions considérés comme une terre d'Indiens qui devaient être catéchisés* ». Si l'on on a eu (et l'on a) des rapports symétriques avec des anthropologues français, nous ne pouvons pas oublier qu'il y a aussi eu des rapports colonisateurs.

Je saute les anecdotes de mes séjours en France, pendant le doctorat qui certainement auraient été plus amusantes. Je vais juste dire que l'expérience en France, avec ses petits et grands obstacles, m'a beaucoup aidée dans mes contacts avec des collègues universitaires d'autres régions du monde, quand j'étais à la tête de l'ABA (2012-14) et désormais, au sein du Conseil mondial d'anthropologie. C'est un peu de cette expérience que je voudrais parler, dans une sorte d'ethnographie des institutions de

l'anthropologie actuelle. Les miroirs actuellement sont plus transnationaux que binationaux.

Premier scénario: novembre 2012 - AAA à San Francisco.

Petit-déjeuner à la suite présidentielle de l'Hôtel Hilton invitée par le président de *l'American Anthropological Association* (AAA). C'est le petit déjeuner qui traditionnellement rassemble les présidents des associations d'anthropologie qui participent au congrès. Une association par pays. Une vue imprenable sur la ville de San Francisco, de délicieux croissants et la conversation commence par une bombe : le délégué d'une institution britannique s'interroge sur ce qui, à ses yeux, est "l'érosion complète du système d'édition en Grande-Bretagne". Le gouvernement aurait adopté une loi insidieuse qui exigerait des chercheurs de rendre les résultats des recherches accessibles au public en général. En d'autres termes: Open Access, des articles en revues à libre accès. Il décrit une image de chaos, de la fermeture des revues académiques –et le mouchoir qu'il s'est passé avec insistance sur le front a montré combien cette nouvelle législation l'a contrarié, émotionnellement. Il défend le marché de libre échange avec un discours politique extrêmement conservateur que moi, une néophyte dans ce genre de meetings, je n'avais jamais pensé entendre dans la bouche d'un anthropologue. Tout le monde écoute attentivement, et certains –le délégué de l'Australie, entre autres– avec une préoccupation évidente. J'hésite entre soutenir vivement l'Open Access, ce qui déclencherait probablement une guerre, ou aller chercher simplement un autre pain au chocolat à la table généreuse du petit-déjeuner.

Après quelques minutes d'apocalypse éditoriale, j'ai craintivement commencé à expliquer que la situation n'était pas si critique, qu'au Brésil, nous avons travaillé dans le cadre du système de libre accès pour les revues académiques depuis des années et que le système avait «fonctionné» –l'argument pragmatique, dans ce cas, semblait plus efficace que l'idéologique. De manière opportuniste, j'ai même utilisé l'expression «avec des bénéfices pour tous». J'ai expliqué que, pour le Brésil, le problème est plutôt les prix élevés facturés par les maisons d'édition anglo-américaines qui détiennent le monopole du marché de l'édition des revues académiques, obligeant le gouvernement brésilien à payer une fortune pour que certaines de ces revues internationales soient disponibles en accès gratuit dans les Universités.

Lentement et timidement, d'autres présidents ont commencé à souligner des facteurs positifs en matière d'accès ouvert : le délégué canadien d'abord. D'autres parlent. Le délégué de l'institution britannique commence à sombrer dans sa chaise et à se taire. Ce début de réunion m'a fait comprendre ce que, à cause de mon ingénuité, ou peut-être de l'ethnocentrisme présent à l'intérieur de la communauté anthropologique elle-même, je n'avais pas encore réalisé : les anthropologues mondiaux forment une communauté très hétérogène. La question posée par le collègue britannique fut un choc parce qu'au Brésil, l'idée de revues en accès libre est déjà consolidée depuis des années, sur des sites Web, des portails tels que Scielo (Scientific Electronic Library Online) et largement reproduits par d'autres systèmes tels que le SEER (Système électronique de publication des revues). Et OpenAccess est aussi utilisé pour la publication en ligne de livres. Le CNRS brésilien –le CNPq– dispose d'une ligne de financement pour les e-books et la maison d'édition de l'ABA publie également des livres en ligne. Cependant, dans d'autres pays ...

La réunion s'est déroulée sans sujets réellement passionnants : des rapports de fonds possibles de Wenner-Gren et compte rendu des relations avec le Conseil Mondial des Associations d'Anthropologie (WCAA). À la fin de la réunion, le président d'AAA a demandé au Brésil d'expliquer comment nous avons pu dialoguer avec des organismes gouvernementaux afin d'influencer la prise de décisions politiques, comme elle l'avait vu lors de sa participation à São Paulo à notre congrès biennal, la Réunion Brésilienne d'Anthropologie.

La réponse a été : «on frappe à la porte ». On frappait alors, fréquemment aux portes des ministères et d'autres organismes d'Etat. Cela a changé radicalement comme on le verra.

Cet intérêt pour l'action politique des anthropologues brésiliens, évoquée lors de la réunion des présidents pourrait conduire à une interprétation flatteuse : l'anthropologie brésilienne est considérée comme un exemple de stratégies réussies pour influencer les politiques publiques, grâce à l'autorité qu'elle a construite à travers la société civile et les organisations gouvernementales. Un travail de nombreuses années dans lequel ABA a joué un rôle essentiel. Un travail judicieux, mais pas circonspect. Eunice Durham, la première femme à présider l'ABA, raconte : elle a été convoquée pour une conversation avec un militaire, chef de la FUNAI (la Fondation Nationale pour les Indiens) qui avait été un ancien bourreau, oui un tortionnaire –nous sommes dans le période de la dictature militaire. La

FUNAI créait des difficultés pour l'entrée des anthropologues dans les réserves indiennes. Son premier mouvement, elle l'a révélé, a été d'acheter un costume blanc respectable, approprié pour la performance d'un véritable scientifique. Eduardo Viveiros de Castro, nommé son secrétaire pour l'occasion, devrait être deux pas derrière elle, avec un dossier plein de papiers, qu'elle lui demandait avec pompe: "Secrétaire, passez-moi le procès-verbal". Apparemment, cela a fonctionné. Le colonel de la FUNAI a été impressionné et a changé sa politique vis à vis de l'accès des anthropologues aux territoires des indiens.

L'ABA était alors une très petite organisation avec peu d'associés et sans aucun support économique mais savait comment jouer et obtenir les effets bénéfiques d'une théâtralité que nous avons appris de nos interlocuteurs traditionnels. Des leçons d'écriture, dirait Lévi-Strauss ? Aujourd'hui, nous sommes une partie active d'une communauté transnationale d'anthropologie. Les contacts et le dialogue au sein du Conseil mondial des associations anthropologiques (WCAA), dans lesquelles l'ABA a joué un rôle important pour sa création en 2004, ont été considérablement élargis. La preuve en est l'accueil du prochain congrès mondial au Brésil en juillet 2018.

Et, comme ce premier rendez-vous avec les présidents d'autres associations m'a montré, lorsqu'on parle avec des collègues étrangers, je vois leur admiration (et même un peu d'envie) pour notre Anthropologie qui partage des tables rondes avec des agents de l'Etat, des procureurs, des Ministres, des ambassadeurs. Les anthropologues brésiliens ne partagent pas toujours cette vision optimiste de notre influence dans la prise de décision des agents publics.

Si je vous dis cela, c'est pour montrer que pendant quelques décennies (entre la période de la dictature militaire 1964 à 1982 et les gouvernements du Parti des Travailleurs - 2002 à 2016) notre anthropologie a été respectée par les agents publics, et ce respect reconnu par nos collègues étrangers, même si parmi nous, bien, les collègues ont toujours été plus réticents. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Evidemment, qu'elle n'était respectée pas seulement pour son engagement politique mais aussi pour ses apports théoriques. Nous commençons à être lus hors du Brésil.

La langue reste un obstacle pour la diffusion de la pensée anthropologique brésilienne –ce n'est pas le cas pour d'autres 'épistémologies du Sud', celles des pays colonisés par des pays de langue anglaise ou française.

C'est dans ce sens que l'ABA a créé en 2004 la revue VIBRANT, qui ne publie qu'en langues étrangères au portugais. Un modèle qui a fait école : aujourd'hui beaucoup d'autres revues académiques brésiliennes publient en anglais, français et espagnol et VIBRANT pourrait bientôt s'ouvrir au Portugais.

Notre dialogue avec le reste de l'Amérique Latine, qui se fait en espagnol (ou mieux, en "portugno") s'est beaucoup développé pendant les dernières décennies. Depuis les années 1990 les anthropologues brésiliens dialoguent régulièrement avec des collègues du Mercosul (Très fortement avec l'Uruguay et l'Argentine et un peu moins avec le Chili et le Paraguay) dans le cadre des Réunions d'Anthropologie du Mercosul, la RAM et aussi avec les collègues du Nord de l'Amérique du Sud (Colombie, Venezuela, Equateur, Pérou) dans les Réunions Equatoriales d'Anthropologie. Plus récemment ce dialogue s'est renforcé par la réalisation biennale des rencontres de l'Association latino-américaine d'anthropologie (ALA) au Costa Rica en 2013, Mexique en 2015, Colombie en 2017, Uruguay en 2019), D'autres dialogues latino-américains se font régulièrement entre pays (comme la EMBRA – Rencontres Mexique/Brésil d'Anthropologie) ou autour de certains champs thématiques comme les Etudes de Genre lors de rencontres Fazenda Gênero qui se réalisent depuis 1994, dont la 11eme édition s'est tenue récemment à Florianópolis. Ces dialogues latino-américains ont aussi un cadre théorique particulier, lié à certaines questions empiriques et théoriques. Entre plusieurs axes de réflexion et débats théoriques à l'intérieur de la discipline je souligne les suivants.

1. Les débats sur la colonialité qui ont été devancés par les propositions du réseau anthropologies du monde, ainsi qu'avec d'autres anthropologies du Sud global.
2. Les réflexions sur la constitution des Etats-nations, qui passe autant par le rôle des Etats dans la définition identitaire des populations autochtones que par les effets de la globalisation sur le continent.
3. Les propositions d'analyse des sociétés autochtones qui se regroupent autour du "perspectivisme amérindien".
4. La problématique de la violence qui a une forte base dans les études de genre dès les années 1980 et qui se sont largement élargis autour d'autres sujets comme les prisons, la sécurité publique et celles qu'on nomme "identitaires" (violence contre indiens, noirs, LGBT, etc.).

Les lieux dans la production de connaissances sont importants. L'anthropologie brésilienne a longtemps tourné le dos à l'Amérique latine, regardant vers le Nord. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous venons de pays semi-périphériques mais nous participons et contribuons potentiellement à la production anthropologique qui est faite dans les centres hégémoniques du Nord Global.

Deuxième scénario : Brasilia.

À Brasilia, l'ABA dialoguait avec de nombreux secrétariats et, parfois, nous avons accès aux ministres : le ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation nous a reçu, et le ministre de la Justice a reçu la Commission des Affaires Indiennes (CAI) car il voulait entendre directement des anthropologues notre opinion sur un texte que le gouvernement de Dilma (Roussef) préparait sur les règles de délimitation des terres (demarcação).

Mais, de toutes les rencontres que j'ai eues, en tant que représentante de l'ABA, la plus bouleversante a été le rendez-vous avec les indiens Munduruku (et les Xipaia, Caiapó, Arara et Tupinambá, pour être précise).

Nous sommes arrivés à l'heure. Les «autorités» étaient déjà en face de la porte: «l'autorité» est ce que nous appelons au Brésil, un représentant du gouvernement, mais pas seulement eux, aussi ceux qui ont un accès facile à eux. Les Indiens avaient été transportés depuis Belo Monte¹ par des avions de l'armée de l'air brésilienne. La couverture journalistique a souligné ce fait, comme s'il s'agissait d'une utilisation illégitime du patrimoine public, comme s'ils avaient voyagé en première classe et non dans des avions militaires sans aucun luxe. « Prendre l'avion » se revêt ici d'un poids symbolique semblable à celui de l'accès des couches populaires aux avions commerciaux, ce qui a été possible grâce aux politiques d'inclusion des gouvernements Lula et Dilma et qui fut l'une des raisons subjectives de la forte adhésion d'une partie des couches moyennes aux mouvements pour la démission de la présidente Dilma en 2015/2016.

Je me suis rapprochée d'un militaire, un général de l'ABIN (agence brésilienne de renseignement) et la conversation a commencé. Il a cité la

¹ Note de l'éditeur : Belo Monte est le lieu de construction d'une usine hydro-électrique qui va noyer des milliers d'hectares de terres indiennes et, en conséquence, le lieu de protestation des indigènes dont les territoires vont être noyés.

célèbre phrase du Maréchal Rondón sachant que cela plairait à une anthropologue: "Mourir si nécessaire, ne jamais tuer". Rondón, l'histoire officielle l'efface, était lui aussi amérindien. Le général de l'ABIN m'explique : l'occupation de Belo Monte par les Mundurucu n'avait pas été pacifique. Ils avaient un camion plein d'essence, un cocktail mobile maxi Molotov, prêt à faire exploser le site de la construction hydroélectrique. L'armée nationale était prête à intervenir, aux abords du site, s'il y avait eu un attentat cela aurait été un massacre. Ainsi, cette réunion était-elle vitale pour le gouvernement Dilma, donc pas étonnant qu'une haute autorité m'appelle chez moi un dimanche soir, après 20h00, en m'invitant à participer de la réunion.

Les Indiens portaient des costumes traditionnels, avec de belles plumes sur leurs têtes, peintures corporelles et colliers. Ils chantaient, quelques femmes étaient enceintes et beaucoup d'autres portaient des enfants sur leur dos. Leur groupe contrastait avec le bataillon d'hommes blancs en costume sombre et cravate qui occupaient aussi l'espace. A côté de moi, à la table, se trouvait la présidente de la Fondation Nationale des Indiens (FUNAI), anthropologue que j'avais rencontrée la veille. Elle a été virée une semaine plus tard –les anthropologues ne durent pas longtemps dans ce poste, comme le souligne bien Roque Laraia, qui lui aussi a été Président de la FUNAI. À ma droite, l'avocate du ministère public fédéral, défenseur actif des droits des autochtones. Elle a été virée de ce poste quelques semaines plus tard. Ils ne pouvaient pas me virer car je ne travaillais pas au gouvernement. J'étais là en tant que présidente de la ABA. Nous étions trois là-bas parce que les Indiens, pour rouvrir les négociations, ont imposé notre présence. Le gouvernement a accepté les conditions. C'est pourquoi j'ai reçu le surprenant coup de fil.

Gilberto Carvalho, à mon avis, la main gauche dans le gouvernement de Dilma (2010-2016), a ouvert la réunion. Il a parlé de l'honnêteté, du dialogue, de l'écoute. Avec un langage direct, loin du style grandiloquent et impersonnel du discours politique. Il parlait avec un ton semblable à celui de Lula. Ensuite, le chef Mundurucu a parlé, dans sa langue, et un plus jeune l'a traduit. Et ce que j'ai entendu alors était une succession d'interventions bien articulées qui ont duré toute l'après-midi. Inattendu et touchant. Les Indiens ont mentionné les conventions internationales, ont montré comment les lois constitutionnelles étaient ignorées par le gouvernement et, en même temps, ils décrivaient avec nostalgie un Belo Monte qui existait avant les travaux de l'usine hydroélectrique. Ils ont parlé de la rivière, de la pêche, et se sont plaint de la surveillance continue

actuelle, de l'obligation d'avoir des documents pour transiter dans les eaux qui étaient autrefois les leurs, de la suspicion générale qui s'est établie.

La politique de construction de barrages au Brésil remonte aux années 1970 pendant la période de la dictature militaire. L'idée de "développement" cache une réalité plus sombre : des pots-de-vin profitables y sont impliqués. Belo Monte, l'avancée accélérée des sociétés minières en Amazonie et d'autres projets de développement qui menacent potentiellement les populations autochtones et riveraines sont surveillés par des anthropologues. Et, parfois, combattus par ABA –une association académique mais qui a une histoire d'actions politiques en défense de la population étudiée par ses membres. Non pas parce que l'ABA est naïvement opposée au développement. Mais parce que nous pensons qu'il doit être durable en ce qui concerne la biodiversité et avoir le consentement effectif des populations éventuellement touchées. La biodiversité n'était pas au centre des préoccupations des gouvernements de Lula et Dilma, qui ont eu un projet politique de social développement (desenvolvimentismo social), fondé sur des alliances avec le capitalisme productiviste. Et le consentement des populations autochtones n'a pas toujours été une priorité. C'est pire maintenant.

Il y a beaucoup de soulèvements indiens au Brésil, ce qui n'est pas surprenant, ils sont plus de mille à avoir été déclenchés en 2016, un nombre record depuis le début, en 1985, des séries statistiques faites par la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB). La terre, nous le savons, est au centre des importants conflits politiques aujourd'hui et pas seulement au Brésil – Saskia Sassen a montré cela pour d'autres régions du monde. Elle est liée à des méga-entreprises capitalistes qui achètent des territoires de la taille des pays. Comme Manuela Cardoso da Cunha a souligné, « les territoires reconnus aux amérindiens et aux descendants de communautés traditionnelles pour la Constitution de 1988, sont des terrains situés à l'extérieur du marché immobilier et, pour cette raison, particulièrement convoités par le capital. L'agrobusiness, avec le soja et l'élevage du bétail en avant-garde, revendique de plus en plus d'espace pour ses activités ». Les propriétaires fonciers veulent l'abolition de la FUNAI, la réduction des superficies consacrées à la conservation de l'environnement et l'assouplissement des réglementations environnementales.

Indépendamment de leur affiliation à un parti politique (ou à une religion), le "front ruraliste" (ruralista) vote en bloc certaines propositions

législatives. Souvenons-nous : le "front ruraliste" a été l'articulateur de l'impeachment de Dilma, avec plus de 80% des votes pour lors de ce coup d'état non militaire. Le "front ruraliste" a trois autres alliés puissants : le groupe qui préconise le droit de porter des armes, les députés pentecôtistes et, last but not least, le front du ballon (bancada da bola), des députés conservateurs issus du monde du football. Leurs actions suppriment des acquis sociaux et soutiennent une politique moraliste. Pacte sinistre. Enfin, si la situation était déjà difficile sous le gouvernement de Dilma, comme le soulèvement des Munduruku l'a montré, elle est beaucoup plus grave sous le gouvernement de Monsieur Fora Temer (je répète la salutation qu'il a reçue par erreur d'un homme d'affaires en Chine)². Le "front ruraliste" et ses alliés ont créé une Commission d'Enquête Parlementaire (CPI) qui a approuvé un rapport de plus de 3000 pages, demandant la poursuite de 67 personnes –des anthropologues, des missionnaires, des indiens, des employés de la FUNAI et de l'INCRA et l'ancien ministre de la Justice, le même qui avait convoqué l'ABA pour un meeting. L'allégation contre les anthropologues chargés de fournir des preuves dans des procès de démarcation est qu'il ne sont pas objectifs, mais agissent comme des militants soutenant la cause des indiens. L'accusation est basée sur le fait que les anthropologues ont une connaissance préalable des communautés. Or, lorsque les anthropologues sont accusés d'avoir des contacts prolongés avec les groupes étudiés, c'est la méthodologie de notre discipline qui est ciblée. Tout comme c'est l'anthropologie dans son ensemble qui est attaquée lorsqu'une recherche sur la sociabilité des gays a été dénoncée, lorsqu'une déclaration est faite contre le financement par les agences publiques de recherche sur des thèmes de la sexualité, comme ce fut le cas récemment à Rio de Janeiro. Les intérêts de l'agrobusiness n'atteignent pas seulement les anthropologues directement impliqués dans le CPI, il atteint notre Tradition Anthropologique, fondée sur des relations intersubjectives étroites avec les interlocuteurs, le choix d'objets d'étude en marge, la défense des populations subalternes étudiées.

La situation au Brésil s'aggrave sous tous ses aspects : le Brésil est candidate au retour sur la carte de la faim des Nations Unies, circule déjà au Parlement un texte qui change la Constitution et le droit à la terre des indiens et des population traditionnelles ; malgré les convention internationales signées, le Parlement a abaissé les lois contre le travail

² Note de l'éditeur : « Fora Temer » (Dehors Temer) est le cri porté par les millions de manifestants qui se lèvent contre ce nouveau gouvernement illégitime. Le Chinois en question avait pris ce premier mot, tant entendu, pour son prénom.

esclave et il discute l'interdiction de l'avortement dans les uniques cas autorisés (viol et risque de vie pour la femme) ; le projet de loi qui criminalise l'homophobie n'est plus dans son agenda, la loi Maria da Penha, contre la violence conjugale, une importante contribution de l'anthropologie féministe, sera bientôt aussi « flexibilisée »; le pouvoir judiciaire (et je ne discute pas ici les cas d'abus du judiciaire au Brésil parce que cela aurait pris encore 40 minutes) le pouvoir judiciaire a approuvé la possibilité des «traitements psychiatriques» pour les homosexuels, il a censuré des exposition d'art, des pièces de théâtre...

Pour finir, je veux dire que la situation de la science et de la technologie est très grave: le *contingenciamento* des ressources budgétaires en 2017 (c'est à dire, leur blocage) a entraîné une réduction drastique des ressources pour les recherches en sciences et pour les universités publiques. Le gel des dépenses publiques pendant 20 ans, qui vient d'être voté, menace gravement la survie de la science et de la technologie brésiliennes.

Nous avons au Brésil une anthropologie institutionnellement forte, à l'expansion de laquelle Roberto Cardoso de Oliveira a énormément contribué. Elle compte 25 cours de troisième cycle (Programas de Pós-Graduação em Antropologia) qui, selon les récentes données de la CAPES devront produire dans les quatre prochaines années 900 nouveaux docteurs en anthropologie. 900 en 4 ans n'est-ce pas un chiffre impressionnant ?

Il convient de rappeler que sous le gouvernement Lula il y a eu une expansion du système universitaire. Les départements d'Anthropologie se sont élargi, certains ont doublé. Mais, actuellement, des universités sont menacées de fermeture par le nouveau gouvernement de Monsieur Fora Temer. La menace pèse surtout sur deux universités qui ont été formées pour le dialogue avec l'Amérique Latine - UNILA (dont le siège est à Foz do Iguaçu sur la triple frontière Brésil, Argentine et Paraguay) et avec les pays d'Afrique, la UNILAB (avec pour sièges le Ceará et la Bahia). Même avec ce cadre catastrophique, je ne pense pas que l'anthropologie brésilienne sera dans la position d'autres collègues dans le monde, y compris en France, qui voient leurs départements s'éteindre ou englobés par des départements de sociologie, d'histoire ou autres.

Nous connaissons tous l'importance des associations politiques collectives. Elles renforcent les identités et les appartenances, font écho plus fortement et fournissent des interventions politiques plus efficaces. Plus que jamais, il est nécessaire que cette association se produise à l'échelle mondiale. Et le

Conseil Mondial des Associations Anthropologiques a pour rôle de stimuler le dialogue entre les anthropologies non hégémoniques. Ce n'est pas le seul espace : le projet TransOceanik, par exemple, a dynamisé le dialogue plus horizontal entre les anthropologies française, brésilienne, australienne et des Caraïbes. Un défi fut déjà posé par les accords CAPES/COFECUB depuis les années 1980. Il n'y a pas qu'au Brésil que la conjoncture politique actuelle pose la nécessité de concilier le travail académique avec le travail politique. Un héritage des idées françaises ? Du modèle de l'intellectuel *engagé* de Sartre ? de l' *intellectuel spécifique* de Foucault ? De l'intellectuel *collectif* de Bourdieu ? Peut-être. Cette articulation est –et a toujours été– un défi pour les anthropologues brésiliens.

Fidèle à l'image que LS a donné de ses élèves au Brésil, je finirai avec une phrase d'Auguste Comte : « On ne connaît pas complètement une science tant qu'on n'en sait pas l'histoire. »